

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 141

21 janvier 2013

SOMMAIRE

ABC Comptabilité S.à.r.l.	6732	King's Cross Asset Funding 39	6730
AF International Holding S.A.	6731	King's Cross Asset Funding 39	6730
Apache Finance Egypt II	6754	King's Cross Asset Funding 39	6727
Assya Capital Investment S.C.A., SICAV-FIS	6732	King's Cross Asset Funding 41	6727
Campus	6722	King's Cross Asset Funding 41	6727
Clematis Investments S.A., SPF	6749	King's Cross Asset Funding 51	6728
Cosita S.à r.l.	6722	King's Cross Asset Funding 51	6730
Costa Investment S.A.	6722	King's Cross Asset Funding 51	6731
Crea2print	6722	L2 A	6726
Dinio S.A. S.P.F.	6723	Luxatel SA	6725
DML S.A., SPF	6724	Luxembourg Online S.A.	6725
Docarpa Corporation N.V.	6724	Macete S.A.	6725
Edmond de Rothschild Europoportunities RCI II S.à r.l.	6765	Made 4 You S.à.r.l.	6725
E & T Expertises et Techniques Spéciales SA	6724	Magic Nails S.à r.l.	6731
Euroconstruction Investment (ECI) S.A.	6730	M. & A. Investors (Luxembourg) S.A.	6768
Europa Plus SCA SIF	6724	Maitland Trust Services S.à.r.l.	6731
Fiduciaires Réunies Luxembourgeoises SA	6724	Maitland Trust Services S.à.r.l.	6732
GP-2 Office A LBC Luxco S.à r.l.	6729	Management Tower Europe S.à r.l.	6767
GP-3 Office B LBC Luxco S.à r.l.	6731	Metatron Holding S.A.	6726
GP-7 Opportunity LBC Luxco S.à r.l.	6728	Multi Investment Southgate (gp) S.à r.l.	6745
Ingram Micro Luxembourg	6727	Multi Investment Southgate (lp) S.à r.l. ..	6762
IPL Luxembourg Sàrl	6729	New Stream AG	6726
IREF Art-Invest Cologne Holding	6725	Pace Invest S.A.	6726
IREF Art-Invest Hotel Services	6725	Pervinage S.à r.l.	6768
King's Cross Asset Funding 31	6728	PurEnergy S.A.	6726
King's Cross Asset Funding 35	6728	Pyrrha S.à r.l.	6767
King's Cross Asset Funding 35	6729	R Wealth Management SICAV SIF	6733
King's Cross Asset Funding 35	6728	Sodevest S.A.	6723
King's Cross Asset Funding 38	6729	Solar-Konzept S.à r.l.	6723
King's Cross Asset Funding 38	6729	Stadtpark 2.5 S.C.S.	6723
King's Cross Asset Funding 38	6730	Syringa S.A.	6732
		Tyburn Lane (Wiesbaden) 2 S.à.r.l.	6722
		World Fine Chemicals S.à r.l.	6749

Cosita S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 10, rue Eichelsberg.
R.C.S. Luxembourg B 101.427.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 19 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165750/10.

(120219550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Costa Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 104.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165751/10.

(120218703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Crea2print, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 28, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 149.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 12 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165753/10.

(120218782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Campus, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8268 Bertrange, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 45.119.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012165713/10.

(120218698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Tyburn Lane (Wiesbaden) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 191.000,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 129.718.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale annuelle des associés de la Société, tenue en date du 6 décembre 2012, de nommer Monsieur John Francis Daly né le 10 août 1961 à Londres (Royaume-Uni), demeurant professionnellement au 43-44 Albemarle Street, W15 4JJ à Londres (Royaume-Uni) au mandat de gérant de la Société avec effet rétroactif au 20 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165459/14.

(120217591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Sodevest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 70.832.

Extrait des résolutions du conseil d'administration

En date du 20 novembre 2012, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et ce avec effet au 18 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2012165426/15.

(120218442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Solar-Konzept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6470 Echternach, 14, rue de la Montagne.
R.C.S. Luxembourg B 161.211.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/12/12.

G.T. Experts Comptables S.ÀR.L.
Luxembourg

Référence de publication: 2012165369/12.

(120218114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Stadtpark 2.5 S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 1.001,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 135.217.

Extrait du contrat de cession de parts de la Société daté du 18 décembre 2012

Il résulte d'un contrat de cession de parts signé en date du 18 décembre 2012, que la société Am Stadtpark Holdings LP S.à r.l a cédé 1 action à la société Am Stadtpark GP S.à r.l., ayant son siège social au 12 rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, RCS B.135.207.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Bouchra AKHERTOUS
Mandataire

Référence de publication: 2012165377/16.

(120218283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Dinio S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 155.803.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DINIO S.A. S.P.F.
Société Anonyme - société de gestion de patrimoine familial

Référence de publication: 2012165791/11.

(120219336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

DML S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 36.021.

Le Bilan au 31.03.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165793/10.

(120219412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Docarpa Corporation N.V., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 90.668.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165794/10.

(120218961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

E & T Expertises et Techniques Spéciales SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4744 Pétange, 2-4, rue J.-P. Kirchen.

R.C.S. Luxembourg B 89.583.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165799/10.

(120219588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Europa Plus SCA SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 162.662.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165809/11.

(120219025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Fiduciaires Réunies Luxembourgeoises SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9645 Derenbach, Maison 91.

R.C.S. Luxembourg B 95.911.

Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2011 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 18/12/2012.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2012165854/13.

(120218841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

IREF Art-Invest Hotel Services, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 163.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012165967/9.

(120219295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

IREF Art-Invest Cologne Holding, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 75.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 163.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012165965/9.

(120219293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Macete S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 110.101.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012166097/9.

(120219454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Made 4 You S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5471 Wellenstein, 42, rue de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 65.593.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012166098/9.

(120219287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Luxatel SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 13, avenue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 120.865.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012166073/9.

(120218976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Luxembourg Online S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 14, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 52.947.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012166074/9.

(120219363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

L2 A, Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 152.508.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012166077/9.

(120219694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Metatron Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.135.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012166114/10.

(120219713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

PurEnergy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 104.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012166195/10.

(120218758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Pace Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 152.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012166196/10.

(120219655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

New Stream AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 136.847.

Auszug aus der ordentlichen Jahreshauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vom 18. Dezember 2012

Die Aktionäre der Gesellschaft haben in der am 18. Dezember 2012 stattgefundenen ordentlichen Jahreshauptversammlung unter anderem folgende Beschlüsse gefasst:

1. Erneuerung des Mandats von Mayfair Trust S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in L-7257 Walferdange, 2, Millewee, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Nummer B.112769 als Rechnungsprüfer der Gesellschaft bis zur ordentlichen Jahreshauptversammlung die sich im Jahr 2013 zusammenfinden wird;

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. Dezember 2012.

Référence de publication: 2012166151/15.

(120219093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Ingram Micro Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 650.439.551,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 110.204.

Cession de parts

Avec effet au 26 octobre 2012, un changement dans l'actionnariat de la société ci-dessus a eu lieu comme suit:

Ingram Micro International Inc., détenant 26.017.582 parts sociales dans la société ci-haut mentionnée, a cédé la totalité de ses parts, par apport en nature, à:

Ingram Micro Worldwide Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172491, avec adresse au 20, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dès lors, l'associé unique et la répartition de parts sociales est à inscrire comme suit:

Ingram Micro Worldwide Holdings S.à r.l. 26.017.582 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012165943/21.

(120219601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 39, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012166005/11.

(120219246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 41, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 125.632.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012166006/11.

(120219241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 41, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 125.632.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012166008/11.

(120219243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 51, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 131.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012166009/11.

(120219239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

GP-7 Opportunity LBC Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 124.780.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 18 Décembre 2012.

Référence de publication: 2012165911/10.

(120219422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 31, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012165996/11.

(120219911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 35, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.852.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012165997/11.

(120219250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 35, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.852.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012165998/11.

(120219251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 35, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.852.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012165999/11.

(120219252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

GP-2 Office A LBC Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 124.796.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 18 Décembre 2012.

Référence de publication: 2012165906/10.

(120219427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

IPL Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 158.734.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Un gérant

Référence de publication: 2012165964/11.

(120218714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 38, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012166000/11.

(120219247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 38, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012166001/11.

(120219248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 38, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012166002/11.

(120219249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Euroconstruction Investment (ECI) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 71.945.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165828/10.

(120219946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 39, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012166003/11.

(120219244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 39, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012166004/11.

(120219245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 51, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 131.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012166010/11.

(120219240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 51, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012166011/11.

(120219355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

GP-3 Office B LBC Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.804.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 18 Décembre 2012.

Référence de publication: 2012165907/10.

(120219426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Maitland Trust Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 77.380.

Les comptes annuels de la société au 30 avril 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2012166084/12.

(120219859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

AF International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 92.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012166498/9.

(120221049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Magic Nails S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8237 Mamer, 9, rue Henri Kirpach.

R.C.S. Luxembourg B 106.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Bouchra Akhertous
Mandataire

Référence de publication: 2012166083/12.

(120218730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Maitland Trust Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 77.380.

Les comptes annuels de la société au 30 avril 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012166085/12.

(120219884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Syringa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 73.345.

En date du 22 novembre 2012, le Conseil d'administration a pris la décision suivante:

- Transfert du siège social de la Société du 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, avec effet immédiat.

En date 22 novembre 2012, le Conseil d'administration a également pris note que la nouvelle adresse de TMF Corporate Services S.A., administrateur, est désormais au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Pour la Société

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Administrateur

Référence de publication: 2012166320/18.

(120218746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Assya Capital Investment S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

R.C.S. Luxembourg B 158.871.

La société Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A. a dénoncé le siège social de Assya Capital Investment S.C.A., SICAV-FIS, sis au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158871, avec effet au 20 décembre 2012,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Jacqueline Siebenaller / Bernd Hahn

Référence de publication: 2012166482/14.

(120220367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

ABC Comptabilité S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 57, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 105.273.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012166485/10.

(120220868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

R Wealth Management SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 173.853.

STATUTES

In the year two thousand twelve, on the twentieth day of December.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Rothschild Bank AG, a company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at 181, Zollikerstrasse, CH-8034 Zürich, Switzerland, acting as sole subscriber,

Represented by Mrs Emmanuelle Bauer, associate at Rutsaert Legal lawfirm, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private deed, which, initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the notary to enact the following Articles of Incorporation of a public limited company (société anonyme), in the form of an investment company with variable capital specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) which it declared to form as follows.

Preliminary Title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"Accounting Period"	a period (i) beginning on the date of incorporation of the Fund in the case of the first accounting period and in the case of a subsequent accounting period on 1 st January in the relevant year and (ii) ending on the 31 st December of the same year or, in the case of the final accounting period, on the date on which the Fund is liquidated;
"Article"	any article of these Articles of Incorporation;
"Articles of Incorporation"	the articles of incorporation of the Fund, as amended from time to time;
"Board"	the board of Directors of the Fund, as appointed from time to time;
"Class"	any one or more classes of Shares as may be available in each Sub-Fund, whose assets shall be commonly invested according to the investment objective of that Sub-Fund, with such income and profit entitlements, reference currency, subscription and redemption features, transferability rights, fees and costs structure, types of targeted investors or such other features as may be determined by the Board from time to time and described in the Issue Document;
"Companies Law"	the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time;
"CSSF"	the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the regulatory body of the financial sector in Luxembourg or any successor thereof;
"Director"	each member of the Board, as appointed from time to time;
"Fund"	R Wealth Management SICAV SIF, an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), incorporated under the laws of Luxembourg in the form of a public limited company (société anonyme) and governed by the SIF Law;
"Eligible Investor"	any well-informed investor according to article 2 of the SIF Law, which includes: (a) institutional investors; (b) professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and (c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions: (i) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of EUR 125,000 in the Fund, or any equivalent amount in another currency; or (ii) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and provides an assessment made by a credit institution within the meaning of the Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund; or any such Person to whom the conditions of article 2 of the SIF Law do not apply;
"EUR"	the Euro, the lawful currency of the Economic and Monetary Union of the European Union;

“General Meeting”	any regularly constituted meeting of Shareholders;
“Issue Document”	the issue document of the Fund, including any supplement applicable to any Sub-Fund, as the same may be amended from time to time;
“Net Asset Value”	the net asset value of the Fund, each Sub-Fund, each Class and per Share, as applicable, as determined in accordance with Article 13 hereof and the Issue Document;
“Person”	any natural or legal body, including, but not limited to, an individual natural person, firm, company, corporation, government, state or agency of a state or any association, trust or partnership (whether or not having separate legal personality) or two or more of the foregoing;
“Share”	any ordinary share (action ordinaire) of any Class within any Sub-Fund in the capital of the Fund;
“Shareholder”	any holder of any one or more Shares;
“SIF Law”	the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended from time to time;
“Sub-Fund”	any sub-fund of the Fund;
“Valuation Day”	any day on which the Net Asset Value is determined in accordance with these Articles of Incorporation and the Issue Document, as determined by the Board and more fully described in the Issue Document.

In these Articles of Incorporation, the following shall be construed as follows:

(a) Article and paragraph headings used in these Articles of Incorporation are inserted for ease of reference only and shall not affect construction.

(b) References to “writing” or “written” includes any other non-transitory form of visible reproduction of words.

(c) References to times of the day are to that time in Luxembourg and references to a day are to a period of twenty-four (24) hours running from midnight.

(d) References to the word “include” or “including” (or any similar term) are not to be construed as implying any limitation and general words introduced by the word “other” (or any similar term) shall not be given a restrictive meaning by reason of the fact that they are preceded or followed by words indicating a particular class of acts matters or things.

(e) Except where the context specifically requires otherwise words importing one gender shall be treated as importing any gender, words importing individuals shall be treated as importing corporations and vice versa, words importing the singular shall be treated as importing the plural and vice versa, and words importing the whole shall be treated as including a reference to any part thereof.

(f) References to statutory provisions or enactments shall include references to any amendment, modification, extension, consolidation, replacement or re-enactment of any such provision or enactment (whether before or after the date of these Articles of Incorporation), to any previous enactment which has been replaced or amended and to any regulation, instrument or order or other subordinate legislation made under such provision or enactment.

Title I - Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name.

1.1. There is hereby established between the subscriber and all Persons who may become Shareholders, a Luxembourg investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), in the form of a public limited company (société anonyme).

1.2. The Fund shall exist under the corporate name of “R Wealth Management SICAV SIF”.

1.3. The Fund is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the Companies Law and the SIF Law, and these Articles of Incorporation.

Art. 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Fund is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2. The registered office of the Fund may be transferred within the City of Luxembourg by means of a resolution of the Board.

2.3. The registered office of the Fund may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the General Meeting deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation.

2.4. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board.

2.5. In the event that the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and Persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures

have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a company incorporated in Luxembourg.

Art. 3. Duration.

3.1. The Fund is established for an unlimited duration.

3.2. The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

Art. 4. Corporate Object.

4.1. The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the SIF Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders with the results of the management of its assets.

4.2. The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the SIF Law.

Title II - Share Capital - Sub-Funds - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1. The share capital of the Fund shall be represented by fully paid up Shares without par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund as defined in Article 13 hereof.

5.2. The initial share capital of the Fund is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into three hundred ten (310) Shares without par value, entirely subscribed and fully paid up.

5.3. The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-), which must be reached within twelve (12) months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the SIF Law.

5.4. The share capital of the Fund shall be expressed in Euros.

Art. 6. Sub-Funds.

6.1. The Fund shall be composed of one or more Sub-Funds, in accordance with the provisions of the SIF Law, each of which shall constitute a distinct pool of assets, managed for the exclusive benefit of the Shareholders of the relevant Sub-Fund.

6.2. A first Sub-Fund shall be formed upon the establishment of the Fund. The Board may, at any time, establish additional Sub-Funds and determine the name and specific features thereof, including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency, as further set out in the Issue Document. The name of each Sub-Fund shall comprise the name of the Fund, followed by a special denomination determined at the discretion of the Board.

6.3. The Fund shall be one single legal entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code, the assets of a given Sub-Fund shall only be available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Sub-Fund. Amongst Shareholders, each Sub-Fund shall be treated as a separate entity.

Art. 7. Classes of Shares.

7.1. The Board may, at any time, issue Shares in one or more Classes in respect of each Sub-Fund. Such Classes may carry different rights and obligations inter alia with regard to target investors, income and profit entitlements, subscription and redemption features, transferability rights, fee and cost structure, as fully described in the Issue Document.

Art. 8. Form of Shares.

8.1. The Fund shall issue Shares in registered form only.

8.2. All issued Shares of the Fund shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner, his residence or elected domicile as indicated, the number of registered Shares held and the amount paid up on each Share and fractions thereof, if any.

8.3. The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders shall evidence his right of ownership on such Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding upon request.

8.4. Shareholders shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the register of Shareholders.

8.5. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Board may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address shall be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Board from time to time, until another address is provided. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund.

8.6. The Fund shall recognise only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares is disputed, all Persons claiming a right to such Share must appoint a sole agent to represent such shareholding in dealings with the Fund. The Fund has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares

until such agent has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one Person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including, to receive notices from the Fund.

8.7. The Fund may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to full Shares on a pro rata basis.

8.8. Payments of dividends, if any, shall be made to Shareholders by bank transfer only.

Art. 9. Issue and Subscription of Shares.

9.1. Unless otherwise provided for the SIF Law, the Shares are offered to Eligible Investors only, provided that this restriction is not applicable to the Directors and other Persons who take part in the management of the Fund.

9.2. The compliance of each subscriber with the status of Eligible Investor shall be verified by the Fund or any agent to which such function has been delegated by the Fund.

9.3. Investors wishing to subscribe for Shares in a Sub-Fund shall execute a subscription agreement, which upon acceptance shall be signed by the Board. Investors thus commit themselves to subscribing Shares in accordance with the Articles of Incorporation as well as the terms and conditions set out in the Issue Document.

9.4. The Board may issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class and in any Sub-Fund, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class of one specific Sub-Fund entitles its holder to the same rights and obligations as the holders of existing Shares in the same Class of the same Sub-Fund.

9.5. Shares may be designated in series each of them corresponding respectively to a specific period of issuance, as determined for each Class in the Issue Document. The Shares of each series within one Class shall have the same characteristics as the Shares of each other series of that Class, differing only in respect of their issue date and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

9.6. Shares shall have no par value.

9.7. The Board may impose conditions on the issue of Shares, including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate, and may fix a minimum subscription or holding level. The Board may also levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Issue Document.

9.8. The issue price of Shares shall be determined by the Board on a Class-by-Class basis as fully described in the Issue Document.

9.9. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment shall be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board and fully described in the Issue Document.

9.10. The Board may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

9.11. The Board may delegate to any Director or officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to issue the Shares.

9.12. The Board may, in its absolute discretion, accept or reject, in whole or in part, any request for subscription for Shares.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1. Shares are freely transferable between Eligible Investors each time subject to the approval of the Board and may be subject to such other conditions as set out in the Issue Document.

10.2. Any transfer of Shares shall be given effect by a written declaration of transfer to be inscribed in the Share register, dated and signed by the transferor and transferee, or by Persons holding suitable powers of attorney to act.

Art. 11. Redemption of Shares.

11.1. Redemption of Shares by a Shareholder can be requested subject to, and accordance with, the conditions set out in the Issue Document.

11.2. The Board may, upon serving a repurchase notice, decide to repurchase the Shares of any Shareholder and such Shareholder shall be obliged to sell its Shares to the Fund on the conditions set out in the Issue Document.

11.3. The Board may impose conditions on the redemption of Shares, including the execution of such redemption documents, and may fix a minimum holding period for the Shares or a gate on redemptions. The Board may also levy a redemption charge and has the right to waive partly or entirely this redemption charge. Any conditions to which the redemption of Shares may be submitted shall be detailed in the Issue Document.

11.4. The redemption price of Shares shall be determined as fully described in the Issue Document.

11.5. The Board may agree to make, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, payment in kind of assets of the Sub-Fund, in whole or in part, in lieu of in cash, provided that (i) the relevant Shareholder has given its consent to such payment in kind and (ii) all Shareholders in the Sub-Fund are treated fairly and equally. To the extent

that the Fund makes in-kind payments, the Board will use its best endeavours to distribute such in-kind Assets to each redeeming Shareholder pro rata on the basis of the redeeming Shareholder's Shares of the relevant Sub-Fund.

11.6 The Board may delegate to any Director or officer or to any other duly authorised agent the power to redeem Shares, to pay the redemption price of any Shares and to cancel such Shares.

Art. 12. Conversion of Shares.

12.1. The conversion of Shares in a given Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund or the conversion (or switching) of Shares of one Class into another Class within the same Sub-Fund or of another Sub-Fund may be authorised on a Sub-Fund-by-Sub-Fund basis as well as on a Class-by-Class basis as set out in the Issue Document.

12.2. Shares so converted shall be cancelled by the Fund.

Title III - Net Asset Value

Art. 13. Calculation of the Net Asset Value.

13.1. The Net Asset Value per Share of each Class within each Sub-Fund results from dividing the total net assets attributable to each Class within such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on any Valuation Day by the number of Shares in the relevant Class within the Sub-Fund then outstanding. The value of the net assets of each Sub-Fund is equal to the difference between the value of the Sub-Fund's assets and its liabilities. The Net Asset Value is calculated in the reference currency of the relevant Sub-Fund and, for each Class, may be expressed in such other currencies as the Board may decide.

13.2. The total net assets of the Fund correspond to the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds.

13.3. The assets of the Fund shall include, in respect of each Sub-Fund:

1. all cash on hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
2. all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
3. all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
4. all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
5. all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
6. the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;
7. the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
8. all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

13.4. The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

1. the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true thereof;
2. securities listed and traded primarily on one or more recognised securities exchanges shall be valued at their last known prices on the Valuation Day;
3. investment in underlying undertakings for collective investment are taken at their last official Net Asset Value known in Luxembourg at the time of calculating the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the Board on a fair value basis. Investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the Board;
4. unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (included listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognised quotation services or broker-dealers; and
5. all other non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the Fund determines in its discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, shall be valued by the Fund either at their cost basis to the Sub-Fund or in good faith using methods it considers appropriate.

13.5. The liabilities of the Fund shall include, in respect of each Sub-Fund:

1. all loans, bills and accounts payable;
2. all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
3. all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);

4. all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;

5. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Board, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund; and

6. all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles.

13.6. In determining the amount of such liabilities the Board shall take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees payable to its investment managers or investment advisors, including performance related fees, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, administrative, corporate, registrar and transfer agents, any paying agent, any distributors and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the Directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with meetings of the Board or any committee, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Issue Document, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the Net Asset Value and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding General Meetings, meetings of the Board or any committee, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance and telecommunications. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for annual or other periods.

13.7. The assets and liabilities of different Sub-Funds or different Classes shall be allocated as follows:

1. the proceeds to be received from the issue of Shares of a Sub-Fund shall be applied in the books of the Fund to the relevant Sub-Fund;

2. where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

3. where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

4. upon the record date for determination of the Person entitled to any dividend declared on Shares of any Sub-Fund, the assets of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends; and

5. in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or in such other manner as determined by the Board acting in good faith.

13.8. For the purposes of the Net Asset Value computation:

1. Shares to be redeemed by the Fund shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board after the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

2. Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board after the valuation time, and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

3. all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the Net Asset Value for the relevant Sub-Fund is calculated shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day; and

4. where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

5. provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the Board.

13.9. The reference currency of the Fund is the Euro (EUR). Each Sub-Fund may have a different reference currency. The Net Asset Value of each Sub-Fund's Shares is expressed in the reference currency of the respective Sub-Fund and within each Sub-Fund the Net Asset Value of each Class, if applicable, is expressed in the reference currency of the respective Class, as further described in the Issue Document.

13.10. The Board has adopted a policy of valuing the investments of the Fund at fair value (juste valeur), unless otherwise provided for in these Articles of Incorporation. The Board, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value (juste valeur) of any asset of the Fund.

13.11. Assets and liabilities expressed in a currency other than the reference currency of the Sub-Fund concerned shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange shall be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

13.12. In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by Board or by any other agent which the Board may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Fund and on its present, past or future Shareholders.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue, Redemption and Conversion of Shares.

14.1. The valuation of the assets of each Sub-Fund and the calculation of the Net Asset Value per Share shall be performed by the Board or by the agent appointed for this purpose under the supervision of the Board on each Valuation Day and no less than once per year on the last day of the Accounting Period.

14.2. The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued; the Board may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided in these Articles of Incorporation or in the Issue Document.

14.3. The Board may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share or per Class of any Sub-Fund and the issue, redemption and conversion of Shares in respect of a given Sub-Fund or a given Class within such Sub-Fund:

1. as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions are rendered impracticable or if purchases and sales of the assets of a Sub-Fund cannot be effected at normal rates of exchange;

2. during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund attributable to a Sub-Fund quoted thereon;

3. during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund attributable to such Sub-Fund would be impracticable or would not be reasonable;

4. during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

5. when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

6. during any period when the Board is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition, of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;

7. when there exists in the opinion of the Board a state of affairs where disposal of the Fund's assets, or the determination of the Net Asset Value of the Shares, would not be reasonably practicable or would be seriously prejudicial to the non-redeeming Investors;

8. if the Board reasonably deems it necessary to do so to comply with anti-money laundering and other similar laws and regulations applicable to the Fund, the custodian bank, any of its agents or any of the Fund's service providers;

9. for any period during which the redemption of Shares would cause a breach or default under any covenant in any agreement entered into by the Fund for borrowing or cash management purposes; or

10. a decision is made to liquidate and dissolve the Fund or the relevant Sub-Fund.

14.4. No Shares shall be issued or redeemed during such a suspension.

14.5. All Shareholders will be notified as soon as practically feasible of any suspension of calculation of the Net Asset Value, or of any reinstatement following a suspension thereof and all reasonable steps will be taken to bring any suspension to an end as soon as possible.

Title IV - Administration

Art. 15. Directors.

15.1. The Fund shall be managed by a Board composed of not less than three members who need not be Shareholders of the Fund.

15.2. The Directors shall be elected by the Shareholders at a General Meeting, which shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office. They shall be elected for a renewable term not exceeding six (6) years.

15.3. Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution approved by a simple majority vote of the Shareholders present or represented at a General Meeting.

15.4. In the event of a vacancy in the office of a Director the remaining Directors may temporarily fill such vacancy. The Shareholders shall take a final decision regarding such vacancy at their next General Meeting.

Art. 16. Board Meetings.

16.1. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board. The Board shall meet upon call by the chairman, or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

16.2. The chairman shall preside at all meetings of the Board. In his absence, the Directors shall decide by a majority vote that another Director shall chair such meeting.

16.3. Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Art. 17. Resolutions.

17.1. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. The Directors may not bind the Fund by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by a resolution of the Board.

17.2. The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Directors is present or represented. Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

17.3. Any Director may act at any meeting by appointing another Director as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. A Director may represent several Directors.

17.4. Any Director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications whereby all Persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

17.5. Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the meetings of the Board; each Director shall approve such resolution in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

17.6. Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Art. 18. Powers of the Board.

18.1. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment policies and restrictions as determined in Article 21 hereof.

18.2. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the General Meeting, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund, are within the competence of the Board.

Art. 19. Corporate Signature.

19.1. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the sole or joint signature of any Person to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 20. Delegation of Powers.

20.1. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund or any Sub-Fund, including the right to act as an authorised signatory for the Fund or any Sub-Fund, in the frame of the daily management and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate purpose to one or several Persons, which need not to be members of the Board.

20.2. The Board may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund or any Sub-Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be Directors or Shareholders. Unless otherwise provided for by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board. The Board may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the Board and who shall have the powers determined by the Board.

20.3. The Board may create from time to time one or several committees composed of Board members and/or external Persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 21. Investment Policies and Restrictions.

21.1. The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each Sub-Fund of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set out by the Board in compliance with applicable laws and regulations.

21.2. The Fund may employ for each Sub-Fund techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments in the context of its investment policy or for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

Art. 22. Conflict of Interests.

22.1. No contract or other transaction between the Fund and any other Person shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Fund is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Fund who serves as a director, officer or employee of any Person, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other Person be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

22.2. In the event that any Director or officer of the Fund may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such Director or officer shall make known to the Board such conflict of interests and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding General Meeting.

22.3. The conflict of interests referred to in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any Person as may from time to time be determined by the Board on its discretion.

Art. 23. Indemnification of Directors.

23.1. The Fund may indemnify any Director or officer or committee member and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer or committee member of the Fund or, at its request, of any other company of which the Fund is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the Person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

23.2. The Board may decide that expenses effectively incurred by any Director or officer or committee member in accordance with this Article may be advanced to the indemnified Director, officer or committee member, provided that this Director, officer or committee member shall repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

23.3. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such indemnified Person may be entitled.

Title V - General Meetings

Art. 24. Powers.

24.1. The General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Fund.

24.2. Resolutions of the General Meeting shall be binding upon all the Shareholders of the Fund. The General Meeting shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

24.3. Each Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting.

Art. 25. Convening and Participation.

25.1. The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the last Business Day of the month of April at 12:00 pm.

25.2. The provisions of the Companies Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings of shareholders shall apply to the General Meetings, unless otherwise provided herein.

25.3. A General Meeting shall be convened by the Board pursuant to a notice setting out the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least ten (10) days prior to such General Meeting. The Board may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

25.4. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without prior notice.

25.5. Shareholders representing one tenth (1/10th) of the share capital of the Fund may impose on the Board to call a General Meeting.

25.6. A Shareholder may grant a written power of attorney to another Person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

25.7. Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or videoconference or by any other similar means of communication allowing all the Persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a General Meeting by such means is deemed equivalent to a participation in person.

25.8. Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be void.

Art. 26. Quorum and Majority Rules.

26.1. Unless otherwise required by laws or by these Articles of Incorporation, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

26.2. The General Meeting may amend the Articles of Incorporation only if at least half of the share capital is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles of Incorporation as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the General Meeting in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At each such General Meeting, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

26.3. The nationality of the Fund and the subscription commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 27. Bureau and Minutes.

27.1. All General Meetings shall be chaired by the chairman of the Board or by any duly authorised Person designated by the General Meeting.

27.2. The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the General Meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutineer, elected by the General Meeting.

Art. 28. General Meetings of Sub-Fund(s).

28.1. The Board may at any time convene a General Meeting of one or several specific Sub-Funds in order to decide on any matter, which relate exclusively to such Sub-Fund.

28.2. Legal provisions as well as provisions of these Articles of Incorporation relating to the General Meetings of Shareholders of the Fund shall apply to the extent possible mutatis mutandis to the General Meeting of one or several specific Sub-Fund(s).

Title VI - Accounts - Distributions

Art. 29. Accounting Period and Accounts.

29.1. Unless otherwise provided herein, the Accounting Period shall commence each year on the first day of January and shall end on the last day of December of the same year.

29.2. Each year, the Board shall prepare an annual report in compliance with the SIF Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of assets and liabilities, a profit and loss account, a report on the activities of the Accounting Period as well as any significant information.

29.3. The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 30. Reference Currency.

30.1. The Fund shall prepare its accounts in Euros.

30.2. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in Euros, be converted into Euros and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds.

Art. 31. Auditor.

31.1. The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the Board and remunerated by the Fund.

31.2. The auditor shall fulfil the duties prescribed by the SIF Law.

Art. 32. Distributions.

32.1. The annual General Meeting shall approve the profit allocation proposed by the Board in accordance with the allocations rules set out in the Issue Document.

32.2. The Board may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Issue Document.

32.3. Distributions shall be paid in the reference currency of a Sub-Fund or Class and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

32.4. No distribution may be made which would result in the Net Asset Value of the Fund to fall below the minimum capital required by the SIF Law, as set out in Article 5.3 above.

Title VII - Dissolution - Liquidation

Art. 33. Term, Liquidation and Merger of Sub-Funds.

33.1. The Sub-Funds may be created for any undetermined period or for a fixed period as provided for in the Issue Document. In case a Sub-Fund is created for a fixed period, it shall terminate automatically on its maturity date provided for in the Issue Document.

33.2. The Board may also decide to liquidate one Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund have decreased to, or have not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would justify such liquidation. All Shareholders shall be notified by the Board of any decision to liquidate the relevant Sub-Fund prior to the effective date of the liquidation and the notice shall indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

33.3. Unless the Board otherwise decides in the interest of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request the redemption of their Shares.

33.4. In the same circumstances as provided above, the Board may decide to terminate one Sub-Fund and contribute its assets into another existing or new Sub-Fund or into another collective investment scheme. The Board may resolve to amalgamate two or more Sub-Funds if it believes that such a course of action is in the best interests of the Shareholders of the relevant Sub-Funds. Affected Shareholders shall be notified any such decision and relevant information in relation to the new Sub-Fund. Notice shall be provided at least one (1) month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request that their Shares be redeemed, without any fees or costs, before the amalgamation is completed.

33.5. Where assets are to be contributed to another collective investment scheme, the amalgamation shall be binding only on Shareholders in the relevant Sub-Fund who expressly consent to such amalgamation. Where the Board does not have the authority to do so or where the Board determines that the decision should be put to the Shareholders for their approval, the decision to liquidate or to merge a Sub-Fund shall instead be taken at a General Meeting of the relevant Sub-Fund. In such an event, the General Meeting of the Sub-Fund shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding fifty percent (50%) of the Shares represented at such General Meeting. Shareholders shall be notified by the Fund of any resolution to proceed with liquidation or amalgamation at least one (1) month before the effective date of the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, without any fees or costs, before the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund takes place.

33.6. As soon as the decision to liquidate or merge a Sub-Fund is taken, the issue of Shares in such Sub-Fund is prohibited and shall be deemed void.

33.7. Each Sub-Fund may be separately dissolved without impacting any other Sub-Fund. The dissolution of the last Sub-Fund causes ipso jure the liquidation of the Fund.

Art. 34. Dissolution and Liquidation of the Fund.

34.1. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles of Incorporation. The Fund shall also be dissolved upon dissolution of the last existing Sub-Fund.

34.2. Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5.3 above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the Board. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding fifty percent (50%) of the Shares represented at such General Meeting.

34.3. Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.3 above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the Board. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding twenty-five (25%) of the Shares represented at such General Meeting.

34.4. Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article 34.2 above or 34.3 above, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

34.5. In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be individuals or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation shall be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

Art. 35. Liquidation Proceeds.

35.1. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidator to the Shareholders of the relevant Sub-Fund in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Sub-Fund as referred to under Article 32 above.

35.2. Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation shall be deposited within nine (9) months of liquidation with the Luxembourg “Caisse de Consignation”.

Art. 36. Consolidation/Splitting of Shares.

36.1. The Board may consolidate or split the Shares of a Sub-Fund.

36.2. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Sub-Fund concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

Title VIII - General

Art. 37. Amendments to these Articles of Incorporation.

37.1. These Articles of Incorporation may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements as set out under Article 26 above and in accordance with the Companies Law.

Art. 38. Applicable Law - Jurisdiction - Language.

38.1. These Articles of Incorporation are subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Any action or proceeding arising, directly, indirectly or otherwise, in connection with, out of, related to, or from, these Articles of Incorporation, any breach hereof, or any transaction covered hereby, shall be resolved exclusively within the Grand Duchy of Luxembourg. Luxembourg law shall be the applicable law.

38.2. English shall be the governing language of these Articles of Incorporation.

38.3 All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Companies Law and the SIF Law.

Transitory provisions

1. The first Accounting Period begins on the date of incorporation of the Fund and shall end on 31 December 2013.
2. The first annual General Meeting shall be held in 2014.
3. The first Sub-Fund is R Wealth Management SICAV SIF - Conservative.

Subscription and Payment

The subscriber prenamed and represented as stated here above, declares to subscribe for the following Shares of the first Sub-Fund, R Wealth Management SICAV SIF - Conservative, as follows:

Rothschild Bank AG:	310 Shares
Total:	310 Shares

The Shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty one thousand Euro EUR 31,000.- is from now on at the free disposal of the Fund, evidence of which was given to the undersigned notary.

Statement

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Companies Law have been observed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its formation are estimated at approximately three thousand Euro (EUR 3,000.-).

General Meeting of the Shareholders

The above-named Person, representing the entire subscribed capital of the Fund and considering that it has been duly convened, has immediately proceeded to an extraordinary General Meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the General Meeting has passed the following resolutions:

First resolution

The following Persons are appointed as Directors for a period ending at the issue of the annual General Meeting to be held in 2018:

(a) Mr. Marc Glesener, born on 18 May 1965 in Luxembourg (Luxembourg), residing professionally at 16, rue de Welscheid, L-9090 Warken;

(b) Mr. Marco Schaller, born on 11 October 1967 in Lugano (Switzerland), residing professionally at 181, Zollikers-trasse, CH-8034 Zurich;

(c) Mr. Jörg Kopp, born on 11 January 1969 in Saarbarg (Germany), residing professionally at 181, Zollikerstrasse, CH-8034 Zurich; and

(d) Mr. Pierre de Backer, born in Haine-Saint-Paul (Belgium) on 7 December 1973, with professional address at 7, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, Luxembourg.

Second resolution

The following Persons is appointed as auditor for a period ending at the issue of the annual General Meeting to be held in 2018:

Ernst & Young SA, with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registrar (Registre de Commerce et des Sociétés) under number RCS B 47.771.

Third resolution

The registered office of the Fund is located at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereas this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the representative of the appearing party, said representative signed together with the notary this original notarial deed.

Signé: E. BAUER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 décembre 2012. Relation: LAC/2012/61604. Reçu Soixante-Quinze Euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Référence de publication: 2013002012/693.

(130000918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Multi Investment Southgate (gp) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 118.439.

In the year two thousand and twelve, the eighteenth day of December, before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Multi Investment Southgate (gp) S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and is registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 118.439 (the Company). The Company has been incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, dated July 10, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N°-1931 of October 13, 2006. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing then in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, dated January 5, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N°-761 of May 2, 2007.

There appeared

Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and is registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 106.996 (the Sole Shareholder or the Absorbing Company),

hereby represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1) Presentation of the draft terms of the merger providing for the absorption of the Company by Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and is registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 106.996;

2) Acknowledgement that the documents required by article 267 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law) have been made available at the registered office of the Company for due inspection by the shareholders of the Company at least one month before the date hereof;

3) Approval of the draft terms of the merger and decision to carry out the merger by way of the absorption of the Company;

4) (i) Dissolution without liquidation of the Company by way of transfer of all assets and liabilities of the Company to Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., prenamed, in accordance with the draft terms of merger and (ii) cancellation of all the shares issued by the Company;

5) Acknowledgment (i) that from an accounting point of view, the operations of the Company will be treated as having being carried out on behalf of Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l. as from October 31, 2012 and (ii) that the merger will take effect (a) between the merging companies on the date of the concurring general meetings of the shareholders of the merging companies approving the merger and (b) vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the general meetings of shareholders prescribed by article 9 of the Law;

6) Full and complete discharge granted to the members of the board of managers of the Company for the performance of their respective mandates;

7) Determination of the place where the Company's corporate documents will be kept during the period of time required by the Law;

8) Empowerment and authorization of any lawyer and any employee of Loyens & Loeff in Luxembourg, acting individually as agent of the Company, with full power of substitution, to execute any documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger; and

9) Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder notes that the board of managers of the Company has presented to it the draft terms of the merger dated October 29, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N° - 2741 of November 12, 2012 (the Merger Proposal), in accordance with article 262 of the Law and providing for the absorption of the Company by the Absorbing Company, whereby the merger shall be carried out by the transfer, further to the dissolution without liquidation, of all the assets and liabilities, without any restriction or limitation, of the Company to the Absorbing Company.

Second resolution

The Sole Shareholder acknowledges that all the documents required by article 267 of the Law have been made available at the registered office of the Company for due inspection by the Sole Shareholder at least one month before the date hereof.

A certificate attesting the deposit of the above mentioned documents, duly signed by an authorized representative of the Company has been shown to the notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger Proposal and to carry out the merger by way of the absorption of the Company by the Absorbing Company, in accordance with the conditions detailed in the Merger Proposal.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves, as a consequence of the preceding resolutions, (i) to dissolve the Company without liquidation by way of transfer of all its assets and liabilities to the Absorbing Company in accordance with the Merger Proposal and (ii) to cancel all the shares issued by the Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder acknowledges that (i) from an accounting point of view, the operations of the Company shall be treated as having being carried out on behalf of the Absorbing Company as from October 31, 2012 and (ii) the merger shall take effect (a) between the merging companies on the date of the concurring general meetings of the shareholders of the merging companies approving the merger (the Effective Date) and (b) vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the general meetings of shareholders prescribed by article 9 of the Law.

Sixth resolution

The Sole Shareholder further notes that the mandates of the members of the board of managers of the Company will end on the Effective Date of the merger.

The Sole Shareholder resolves to grant full and complete discharge to the members of the board of managers of the Company for the performance of their respective mandates until the Effective Date of the merger.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to keep the corporate documents of the Company at the registered office of the Absorbing Company during the period of time required by the Law.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves to empower and authorize any lawyer and any employee of Loyens & Loeff in Luxembourg, acting individually as agent of the Company, with full power of substitution, to execute any documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger.

Declaration

The undersigned notary states in accordance with article 271 (2) of the Law having verified and certifies the existence and legality of all acts and formalities incumbent to the Company and of the Merger Proposal.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the representative of the appearing party, the latter signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-huitième jour de décembre, par devant Me Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Multi Investment Southgate (gp) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.439 (la Société). La Société a été constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, le 10 juillet 2006 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 1931 du 13 octobre 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié de Maître Jean Seckler, notaire de résidence alors à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 5 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 761 du 2 mai 2007.

A comparu

Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.996 (l'Associé Unique ou la Société Absorbante),

ici représentée par Mme. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, de résidence professionnelle à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a demandé au notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital de la Société.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1) Présentation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la Société par Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 15, rue Edward Steichen, L2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.996;

2) Constatation que les documents requis par l'article 267 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ont été mis à disposition au siège social de la Société pour revue par les associés de la Société au moins un mois avant la date des présentes;

3) Approbation du projet de fusion et décision d'accomplir la fusion par absorption de la Société;

4) (i) Dissolution sans liquidation de la Société par voie de transfert de tous ses actifs et passifs à Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., précitée, conformément au projet de fusion et (ii) annulation de toutes les parts sociales émises par la Société;

5) Constatation (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront considérées comme étant réalisées au nom de Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l. à compter du 31 octobre 2012 et (ii) que la fusion prendra effet (a) entre les sociétés qui fusionnent à la date des décisions concordantes des assemblées générales des associés des sociétés qui fusionnent approuvant la fusion et (b) vis-à-vis des tiers après la publication du procès-verbal des assemblées générales des associés conformément à l'article 9 de la Loi;

6) Décharge pleine et entière accordée aux membres du conseil de gérance de la Société pour l'accomplissement de leur mandat respectif;

7) Détermination du lieu où les documents sociaux de la Société seront conservés pendant la période de temps exigée par la Loi;

8) Pouvoir et autorité à tout avocat et tout employé de Loyens & Loeff à Luxembourg, agissant individuellement comme agent de la Société, avec plein pouvoir de substitution, afin d'exécuter tous documents et d'accomplir toutes les actions et les formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en relation avec la fusion; et

9) Divers.

III. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique constate que le conseil de gérance lui a présenté le projet de fusion daté du 29 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No. – 2741 du 12 novembre 2012 (le Projet de Fusion), conformément à l'article 262 de la Loi et prévoyant l'absorption de la Société par la Société Absorbante, la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de l'ensemble des actifs et passifs, sans exception ni réserve, de la Société à la Société Absorbante.

Deuxième résolution

L'Associé Unique constate que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi ont été mis à disposition au siège social de la Société pour revue par l'Associé Unique de la Société au moins un mois avant la date des présentes.

Un certificat attestant le dépôt des documents mentionnés ci-dessus, dûment signé par un représentant autorisé de la Société a été remis au notaire.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le projet de fusion et d'accomplir la fusion par absorption de la Société par la Société Absorbante, en conformité avec les conditions détaillées dans le Projet de Fusion.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide, en conséquence des résolutions précédentes, (i) de dissoudre sans liquidation la Société par voie de transfert de tous ses actifs et passifs à la Société Absorbante conformément au Projet de Fusion et (ii) d'annuler toutes les parts sociales émises par la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique constate (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante, à compter du 31 octobre 2012 et (ii) que la fusion prendra effet (a) entre les sociétés qui fusionnent à la date des décisions concordantes des assemblées générales des associés des sociétés qui fusionnent approuvant la fusion (la Date Effective) et (b) vis-à-vis des tiers après la publication du procès-verbal des assemblées générales des associés conformément à l'article 9 de la Loi.

Sixième résolution

L'Associé Unique constate également que les mandats des membres du conseil de gérance de la Société prendront fin à la Date Effective de la fusion.

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière aux membres du conseil de gérance de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs jusqu'à la Date Effective de la fusion.

Septième résolution

L'Associé Unique décide que tous les documents sociaux de la Société seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période de temps requise par la Loi.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et autorité à tout avocat et tout employé de Loyens & Loeff à Luxembourg, agissant individuellement comme agent de la Société, avec plein pouvoir de substitution, afin d'exécuter tous documents

et d'accomplir toutes les actions et les formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en relation avec la fusion.

Déclaration

Le notaire instrumentant atteste, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture du document faite au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17780. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013007963/204.

(130009194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Clematis Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 158.143.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur VALON S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63143, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société CLEMATIS INVESTMENTS S.A., SPF, société anonyme: Monsieur Cédric JAUQUET, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, avec effet au 05 décembre 2012, en remplacement de Monsieur Olivier LECLIPTEUR.

Luxembourg, le 13 DEC. 2012.

Pour: CLEMATIS INVESTMENTS S.A., SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2012166427/18.

(120219766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

World Fine Chemicals S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.957.870,50.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 65.057.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh day of December,

Before Us, Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Fine Chemicals Holding Ltd, a private limited liability company (Ltd), incorporated under the laws of Malta, with registered office address at Suite 1, Level 2, TG Complex, Brewery Street, Mriehel, Birkirkara BKR3000, Malta, and registered with the Maltese Registry of Companies under No. C 23034 (the "Sole Shareholder");

In the presence of

Savona Holdings Limited, a company established under the laws of Malta, with registered seat at Suite 1, Level 2, TG Complex, Brewery Street, Mriehel, BKR 3000, Malta, and registered with the Maltese Registry of Companies under number C 22910 ("Savona"); and

Aurantium S.R.L, a company established under the laws of Italy, with registered seat at Viale Emilio Caldara 24/A, Milan, Italy and registered with the trade and companies register of Italy under number MI 1966408 ("Aurantium").

Savona and Aurantium shall, hereafter, be referred to as the "Attending Parties".

hereby represented by Mr Arnaud Fostier, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, which, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by WORLD FINE CHEMICALS S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a notarised deed executed by Maître Gérard Lecuit, then notary in Hesperange on 12 June 1998, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* of 17 September 1998, number 661, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 65057 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to the resolutions taken by the Sole Shareholders of the Company held on 26 April 2002, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* of 26 July 2002, number 1133.

The Sole Shareholder and the Attending Parties declared to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To approve the merger by acquisition of Fine Chemicals Holding Ltd, a private limited liability company (Ltd), incorporated under the laws of Malta, with address at Suite 1, Level 2, TG Complex, Brewery Street, Mriehel, Birkirkara, BKR 3000 Malta and, registered with the Maltese Registry of Companies under no. C 23034 ("Fine Chemicals") by the Company with effect, from an accounting perspective, as of 1st January 2012 (the "Merger").

2. To approve the terms of the proposal for a merger by acquisition of Fine Chemicals by the Company drafted in accordance with article 261 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended from time to time (the "Law"), published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* of 3 August 2012 number C-1930 (the "Merger Proposal").

3. To waive, pursuant to article 266 paragraph 5 of the Law, the requirement for a report of an independent expert provided for under article 266 paragraph 1 of the Law.

4. To consider and approve the report of the sole manager provided for under article 265 of the Law.

5. To approve that the shareholders of Fine Chemicals shall receive the shares of the Company in the same ratio as their initial shareholding in Fine Chemicals and that the existing 200 shares of the Company, representing the entire share capital of the Company, shall be allocated to the shareholders of Fine Chemicals in proportion to their respective percentage.

6. To delegate powers to the sole manager of the Company and to any lawyer at NautaDutilh Avocats Luxembourg to reflect the above resolutions in the shareholders' register of the Company.

7. To grant all powers to the sole manager of the Company and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273ter of the Law, any and all filing and publicity requirement as well as all other steps required by the Law.

8. Miscellaneous.

The Sole Shareholder and/or the Attending Parties, where relevant, represented as above stated, took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to approve the Merger with effect, from an accounting perspective, as of 1st January 2012.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to approve the Merger Proposal established pursuant to article 261 of the Law and published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* of 3 August 2012 number C-1930.

The Sole Shareholder ACKNOWLEDGED that the relevant documents referred to in article 267 of the Law, i.e (i) the Merger Proposal, (ii) the annual accounts and the management reports of the merging companies for the last three financial years and (iii) the accounting statements drawn up as a date which must not be earlier than the first day of the third month preceding the date of the Merger Proposal, if the last annual accounts relate to a financial year which ended more than six months before that date, were made available for inspection by the Sole Shareholder at the registered office of the Company at least one month before the date of the present resolutions.

The Sole Shareholder ACKNOWLEDGED that, as described in the Merger Proposal, the Company shall receive all assets and liabilities of Fine Chemicals in accordance with the provisions of article 261 et seq. of the Law, whereby in exchange for the transfer of all assets and liabilities of Fine Chemicals, the share capital of the Company will be increased through the issue of the New Shares, which will be allocated to the Sole Shareholder, on the basis of an exchange ratio for capital of Fine Chemicals of $0.200312488 \times 24,750,681 = 4,957,870.50$ shares in the Company. No cash payment will be granted to the shareholders of Fine Chemicals.

The Sole Shareholder ACKNOWLEDGED that all Fine Chemicals' shares are identical and give the same rights and advantages to their holders, in such a way that there is no need for creating shares with special rights in the share capital of the Company.

The Sole Shareholder ACKNOWLEDGED that no benefits are granted to the Company's sole manager.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to waive, pursuant to article 266 paragraph 5 of the Law, the report of the independent expert foreseen by article 266 paragraph 1 of the Law.

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to consider and approve the report drafted by the sole manager of the Company as provided for under article 265 of the Law.

Fifth resolution

The Shareholdings of both the Company and Fine Chemicals are as follows:

- The Company: the share capital amounts to four million nine hundred and fifty-seven thousand eight hundred and seventy euro and fifty cents (EUR 4,957,870.50) divided into two hundred (200) shares without nominal value and which are all held by the Sole Shareholder.

- Fine Chemicals: the share capital amounts to twenty-four million seven hundred and fifty thousand six hundred and eighty-one euro (EUR 24,750,681) divided into twenty-four million seven hundred and fifty thousand six hundred and eighty-one (24,750,681) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) which are held as follows:

- * Savona holds nineteen million two hundred and nine thousand five hundred and seven (19,209,507) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-).

- * Aurantium holds five million five hundred and forty-one thousand one hundred and seventy-four (5,541,174) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-).

The Sole Shareholder and the Attending Parties RESOLVED that the Attending Parties shall receive and subscribe to the shares of the Company in the same ratio as their initial shareholding in Fine Chemicals and that the existing two hundred (200) shares of the Company, representing the entire share capital of the Company, shall be allocated to the Attending Parties in proportion to their respective percentage.

However, since the implementation of the foregoing allocation does not provide for a round number of shares for each of Savona and Aurantium, the Attending Parties and the Sole Shareholder have agreed that Aurantium agrees to provide Savona with one share so that, as a result of the Merger, Savona will hold one hundred and fifty-six (156) shares in the Company and Aurantium will hold forty-four (44) shares in the Company.

Power is hereby given by the Attending Parties and the Sole Shareholder to the sole manager of the Company to amend the share register of the Company accordingly.

Sixth resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to delegate the powers to the sole manager of the Company and any lawyers at NautaDutilh Avocats Luxembourg in order to reflect the above resolutions in the shareholders' register of the Company.

Seventh resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to grant all powers to the sole manager of the Company and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273ter of the Law, any and all filing and publicity requirement as well as all other steps required by the Law.

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately EUR 6,650.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document. The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the appearing party's proxy holder, who is known to the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-sept décembre.

Par devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg).

A comparu:

Fine Chemicals Holding Ltd, une société à responsabilité limitée (Ltd) constituée selon les lois de Malte ayant son siège social à Suite 1, Level 2, TG Complex, Brewery Street, Mriehel, Birkirkara BKR3000, Malte et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Malte sous le numéro C 23034 ("Associé Unique"),

En présence de:

Savona Holdings Limited, une société à responsabilité limitée (Ltd) constituée selon les lois de Malte ayant son siège social à Suite 1, Level 2, TG Complex, Brewery Street, Mriehel, Birkirkara BKR3000, Malte et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Malte sous le numéro C 22910 ("Savona"); et

Aurantium S.R.L., une société constituée selon les lois d'Italie ayant son siège social à Viale Emilio Caldara 24/A, Milan, Italie et enregistrée au registre de commerce et des sociétés d'Italie sous le numéro MI 1966408 ("Aurantium").

Il sera fait référence, ci-après, à Savona et Aurantium en tant que "Parties Présentes".

Chacun représenté par M. Arnaud Fostier, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration signée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire soussigné et qui devra être annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme décrit ci-dessus déclare détenir l'intégralité des parts sociales de WORLD FINE CHEMICALS S.à r.l., une société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg par acte notarié de Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, le 12 juin 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 17 septembre 1998, numéro 661, ayant son siège social à 40, Avenue Monterey, L-2163, Luxembourg et enregistrée du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65057 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois suivant les résolutions prises par l'Associé Unique de la Société tenue le 26 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 26 juillet 2002, numéro 1133.

Lequel comparant, en tant qu'Associé Unique, et les Parties Présentes, dûment représentés, reconnaissent être entièrement informés des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Approuver la fusion par absorption de Fine Chemicals Holding Ltd, une société à responsabilité limitée (Ltd) constituée selon les lois de Malte ayant son siège social à Suite 1, Level 2, TG Complex, Brewery Street, Mriehel, Birkirkara, BKR 3000 Malta et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Malte sous le numéro C 23034 ("Fine Chemicals") par la Société avec effet au 1 janvier 2012 (la "Fusion").

2. Approuver les termes du projet de fusion par absorption de Fine Chemicals par la Société, rédigé conformément à l'article 261 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi de 1915"), publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 3 août 2012 numéro C-1930 (le "Projet de Fusion").

3. Renoncer, conformément à l'article 266 paragraphe 5 de la Loi de 1915, au rapport devant être établi par un réviseur indépendant tel que prévu à l'article 265 paragraphe 1 de la Loi de 1915.

4. Considérer et approuver le rapport établi par le conseil de gérance tel que prévu à l'article 265 paragraphe 1 de la Loi de 1915.

5. Accepter la réception par les associés de Fine Chemicals de parts sociales de la Société au même ratio que leur détention initiale dans Fine Chemicals et l'attribution des 200 parts sociales existantes de la Société, représenté l'intégralité du capital social de la Société aux associés de Fine Chemicals proportionnellement à leurs pourcentages respectifs.

6. Donner tout pouvoir au gérant unique de la Société ainsi qu'à tout avocat de NautaDutilh Avocats Luxembourg de refléter les résolutions ci-dessus dans le registre des parts de la Société.

7. Donner tout pouvoir gérant unique de la Société ainsi qu'au notaire instrumentant afin de procéder, conformément aux dispositions de l'article 273 de la Loi de 1915, aux formalités de publication et à toute autre formalité requise par la Loi de 1915.

8. Divers.

La partie comparante, représentée tel que mentionné ci-dessus, en sa capacité d'Associé Unique de la Société a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver la Fusion avec effet, d'un point de vue comptable, à partir du 1^{er} janvier 2012.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver les termes du Projet de Fusion, rédigé conformément à l'article 261 de la Loi de 1915, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 3 août 2012 numéro C-1930

L'Associé unique a reconnu que les documents dont il est fait référence à l'article 267 de la Loi de 1915, i.e., (i) le projet de fusion, (ii) les comptes annuels et les rapports de gestion des sociétés qui fusionnent pour les trois dernières années financières et (iii) les rapports comptables préparé à une date qui ne peut être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date du Projet de Fusion, si les derniers comptes annuels se rapporte à une année financière qui s'est achevée plus de six mois avant cette date, ont été mis à disposition pour inspection par l'Actionnaire Unique au siège social de la Société au moins un mois avant la date des présentes résolutions.

L'Associé Unique a reconnu que, tel que décrit dans le Projet de fusion, la Société recevra l'ensemble de l'actif et du passif de Fine Chemicals conformément à l'article 261 et suivant de la Loi de 1915, selon lesquelles en échange du transfert de l'actif et du passif de Fine Chemicals, le capital social de la Société sera augmenté par l'émission des Nouvelles Parts Sociales qui seront attribuées à l'Actionnaire Unique, sur base d'un ratio d'échange pour le capital de Fine Chemicals de $0,200312488 \times 24.750.681 = 4.957.870,50$ parts sociales de la Société. Aucun paiement en cash ne sera attribué à Fine Chemicals.

L'Associé Unique a reconnu que toutes les Nouvelles Parts Sociales de Fine Chemicals sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages à leurs détenteurs, de sorte qu'il n'y a pas lieu de créer des parts sociales avec des droits spécifiques dans le capital social de la Société.

L'Associé Unique a reconnu qu'aucun avantage ne sera attribué aux gérants de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de renoncer, conformément à l'article 266 paragraphe 6 de la Loi de 1915, au rapport devant être établi par le conseil d'administration tel que prévu à l'article 266 paragraphe 1 de la Loi de 1915

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de considérer et d'approuver le rapport établi par le gérant unique de la tel que prévu à l'article 265 de la Loi de 1915.

Cinquième résolution

Le capital social à la fois de la Société et de Fine Chemicals et réparti comme suit:

- la Société: le capital social s'élève à quatre millions neuf cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euro et cinquante centimes (EUR 4.957.870,50) divisé en deux cent (200) parts sociales sans valeur nominale et qui sont intégralement détenues par l'Associé Unique.

- Fine Chemicals: le capital social s'élève à vingt-quatre millions sept cent cinquante mille six cent quatre-vingt-un euro (EUR 24.750.681.-) divisé en vingt-quatre millions sept cent cinquante mille six cent quatre-vingt-un (24.750.681) parts sociales avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, qui sont détenues comme suit:

- * Savona détient dix-neuf millions deux cent neuf mille cinq cent sept (19.209.507) parts sociales avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-).

- * Aurantium détient cinq millions cinq cent quarante et un mille cent soixante-quatorze (5.541.174) parts sociales avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-).

L'Associé Unique et les Parties Présentes ont décidé que les Parties Présentes devront recevoir et souscrire aux parts sociales de la Société au même ratio que leur détention initiale dans Fine Chemicals et que les deux cents (200) parts sociales existantes de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société, devra être attribué aux Parties Présentes proportionnellement à leurs pourcentages respectifs.

Toutefois, étant donné que l'exécution des attributions précitées n'aboutit pas à un nombre rond de parts sociales pour Savona comme pour Aurantium, les Parties Présentes et l'Associé Unique ont convenu qu'Aurantium accepte de donner à Savona une part sociale, de sorte que, suite à la Fusion, Savona détiendra cent cinquante-six (156) parts sociales de la Société et Aurantium détiendra quarante-quatre (44) parts sociales de la Société.

Sixième résolution

L'Associé Unique a décidé de donner tout pouvoir au gérant unique de la Société ainsi qu'à tout avocat de NautaDutilh Avocats Luxembourg de modifier le registre des parts de la Société pour refléter les résolutions susmentionnées.

Septième résolution

L'Associé Unique a décidé de donner tout pouvoir au gérant unique de la Société ainsi qu'au notaire instrumentant afin de procéder, conformément aux dispositions de l'article 273 de la Loi de 1915, aux formalités de publication et à toute autre formalité requise par la Loi de 1915.

Estimation des coûts

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à EUR 6.650,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie contractante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la partie contractante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Le présent acte notarié a été constitué au Luxembourg, le jour indiqué sur l'acte.

L'acte ayant été lu à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, usuel, état civil et demeure, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Fostier, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 janvier 2013. Relation: LAC/2013/259. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008256/243.

(130007704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Apache Finance Egypt II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 173.334.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh day of November

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary, residing professionally in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared

Apache Finance Egypt I, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, with a share capital of USD 20,000, having its registered office at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, and in process of registration with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Trade and Companies Register),

here represented by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, appearing in the capacity in which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a société à responsabilité limitée (private limited liability company) which is hereby incorporated.

Title I - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

1. Form. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (private limited liability company) governed by Luxembourg law as well as by the present Articles (the "Company").

2. Name. The Company's name is "Apache Finance Egypt II".

3. Purpose. The Company's purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents, trademarks and licenses or other property or rights as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit.

The Company may also enter into any financial, commercial or other transactions and grant to any company or entity that forms part of the same group of companies as the Company or is affiliated in any way with the Company, including companies or entities in which the Company has a direct or indirect financial or other kind of interest, any assistance, loan, advance or grant in favor of third parties any security or guarantee to secure the obligations of the same, as well as borrow and raise money in any manner and secure by any means the repayment of any money borrowed.

Finally the Company may take any action and perform any operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

4. Duration. The Company is formed for an undetermined duration date.

5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the municipality by means of a resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers in accordance with these Articles or to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The Company may have branches and offices, both in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

Title II - Capital - Shares

6. Capital. The Company's share capital is set at USD 20,000 (twenty thousand US Dollars) divided into 20,000 (twenty thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

7. Voting Rights. Each share is entitled to an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder's ownership of shares.

8. Indivisibility of share. Towards the Company, the shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per share.

9. Transfer of shares. The shares are freely transferable among shareholders of the Company or where the Company has a sole shareholder.

Transfers of shares to non-shareholders are subject to the prior approval of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital of the Company given in a general meeting.

Shares shall be transferred by instrument in writing in accordance with the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

10. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company's share capital.

Title III - Management

11. Appointment of the managers. The Company may be managed by one manager or several managers. Where more than one manager is appointed, the Company shall be managed by a board of managers constituted by two different types of managers, namely type A managers and type B managers.

No manager needs be a shareholder of the Company. The manager(s) shall be appointed by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be. The remuneration, if any, of the manager(s) shall be determined in the same manner.

A manager may be removed, with or without cause at any time and replaced by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be.

12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Law or by these Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the sole manager or the board of managers, as the case may be.

The Company shall be bound by the signature of its sole manager, or in case of plurality of managers, by the joint signature of one type A manager and one type B manager.

The sole manager or the board of managers, as the case may be, may delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The sole manager or the board of managers will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

13. Board of managers. Where the Company is managed by a board of managers, the board may choose among its members a chairman. It may also choose a secretary who need not be a manager or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of managers shall meet when convened by any one manager. Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each manager, or where all the managers are present or represented.

Meetings of the board of managers shall be held in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Any manager may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting by phone, videoconference, or any suitable telecommunication means, initiated from the Grand-Duchy of Luxembourg and allowing all managers participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of managers is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in person or by alternate at least one type A manager and at least one type B manager

Decisions of the board of managers are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of managers of the Company by the affirmative vote of the majority of the managers present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board. Such resolutions may be signed in counterparts, each of which shall be an original and all of which, taken together, shall constitute the same instrument.

Deliberations of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman or two managers. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or two managers.

14. Liability of the managers. No manager assumes any personal liability in relation with any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles, by reason of his function as a manager of the Company.

Title IV - Shareholder meetings

15. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the sole manager or the board of managers, as the case may be, failing which by the statutory auditor or the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 24 hours before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholder resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receives prior to its written vote and in writing by any suitable communication means, the whole text of each resolution to be approved.

When the holding of shareholders meetings is compulsory, a general meeting shall be held annually within the Grand-Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at any other place as indicated in the convening notice, on the third Thursday of June or on the following business day if such day is a public holiday.

Title V - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

17. Financial year. The financial year of the Company starts on 1st January and ends on 31st December.

18. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the board of managers or the sole manager, as the case may be, shall draw up a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, constituting altogether the annual accounts that will then be submitted to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general shareholders meeting.

19. Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when it has been broken into.

The remaining profit shall be allocated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, resolving to distribute it to the shareholders proportionally to the shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

20. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the sole manager or the board of managers as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager, as the case may be, and showing that sufficient funds

are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

21. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to a statutory auditor (commissaire) or, as the case may be, to a supervisory board constituted by several statutory auditors.

No statutory auditor needs be a shareholder of the Company.

Statutory auditor(s) shall be appointed by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following his/their appointment. However his/their appointment can be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the conditions of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the Trade and Companies Register as well as the accounting and the annual accounts of the undertakings are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

Title VI - Dissolution - Liquidation

22. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

23. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution of the shareholders taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital, which shall determine his/their powers and remuneration. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Temporary provision

Notwithstanding the provisions of article 17, the first financial year of the Company starts today and will end on 31st December 2012.

Subscription - Payment

All the 20,000 (twenty thousand) shares representing the entire share capital of the Company, have been entirely subscribed by Apache Finance Egypt I S.a r.l. named above, and fully paid up in cash, therefore the amount of USD 20,000 (twenty thousand US Dollars) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary by producing a blocked funds certificate.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,300.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder representing the entirety of the subscribed share capital passed the following resolutions:

1) Mr. Jon W. SAUER, born on June 7, 1960, in North Dakota, U.S.A., residing professionally at 2000 Post Oak, Suite 100; Houston, Texas 77056 United States of America; and

- Mr. Thomas P. CHAMBERS, born on May 27, 1955, in Ohio, U.S.A., residing professionally at 2000 Post Oak, Suite 100; Houston, Texas 77056 United States of America

are appointed as type A managers of the Company for an undetermined duration of time;

- Ms. Marjorie ALLO, born on 19 November 1967 in Paris, France and residing at 2, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and

- Mr. Emmanuel NATALE, born on 20 July 1970 in Belfort, France and residing at 2, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

are appointed as type B managers of the Company for an undetermined duration of time.

2) The registered office of the Company shall be established at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned Notary, have set hand and seal in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the holder of the power of attorney, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-septième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

Apache Finance Egypt I, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Luxembourg, avec un capital social de 20.000 USD, ayant son siège social 13-15, avenue de la Liberté, Luxembourg, et en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg,

ici représentée par Mr. Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La dite procuration paraphée ne varietur par la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La dite partie comparante, agissant ès qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les "Statuts") d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Titre I^{er} . - Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social.

1. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée régie par le droit applicable à ce type de société et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), ainsi que par les présents Statuts (la "Société").

2. Dénomination. La dénomination de la Société est "Apache Finance Egypt II".

3. Objet. L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir, et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par des participations, des apports, achats, options ou de toute autre manière, tous titres, sûretés, droits, intérêts, brevets et licences ou tout autre titre de propriété que la Société juge opportun, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société juge appropriées.

La Société peut également prendre part, assister ou participer à toutes transactions y compris financières ou commerciales, accorder à toute société ou entité associée d'une façon quelconque avec la Société et dans laquelle elle a un intérêt financier direct ou indirect ou tout autre intérêt, tout concours, prêt, avance, sûreté ou garantie, ainsi qu'emprunter ou lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le remboursement de toute somme empruntée.

Enfin la Société peut prendre toute action et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance conformément aux Statuts.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II - Capital - Parts sociales

6. Capital. Le capital social est fixé à USD 20.000 (vingt mille dollars américains), divisé en 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un dollar américain) chacune et sont chacune entièrement libérées.

La création de et/ou l'allocation à, et/ou la distribution de tout ou partie de, réserves non-distribuables peut être décidée par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés par résolution prise par un vote à la majorité requise pour une augmentation ou une réduction de capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

7. Droits de vote. Chaque part sociale, quelle que soit sa classe, confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'il détient.

8. Indivisibilité des parts. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

9. Transfert des parts. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ou lorsque la Société a un associé unique.

Les cessions de parts sociales aux tiers sont soumises à l'agrément préalable d'un ou des associé(s) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société donnée en assemblée générale.

Les cessions de parts sociales sont constatées par acte écrit conformément à la Loi.

10. Rachat des parts. La Société peut racheter ses propres parts sociales pour autant que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction de son capital social.

Titre III - Gérance

11. Nomination des gérants. La Société peut être gérée par un gérant unique ou plusieurs gérants. Dans le cas où plus d'un gérant est nommé, la Société est gérée par un conseil de gérance composé de deux catégories de gérants, gérants de catégorie A et gérants de catégorie B.

Aucun gérant n'a à être associé de la Société. Le(s) gérant(s) sont nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, du ou des gérant(s) est déterminée de la même manière.

Un gérant peut être révoqué, pour ou sans justes motifs, à tout moment, et être remplacé par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés, sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant.

La Société est liée par la signature de son gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de type A et un gérant de type B.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut déléguer son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

13. Conseil de gérance. Lorsque la Société est gérée par un conseil de gérance, celui-ci peut choisir parmi ses membres un président. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être gérant ou associé de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un des gérants. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, est donnée à l'ensemble des gérants au moins 24 heures à l'avance, sauf lorsqu'il y est renoncé par chacun des gérants, ou lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Les réunions du conseil de gérance doivent se tenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initié depuis le Grand - Duché de Luxembourg, permettant à l'ensemble des gérants participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil de gérance est dûment tenue, si au commencement de celle-ci, sont présents en personne ou représentés, au moins un gérant de type A et au moins un gérant de type B.

Les résolutions du conseil de gérance sont valablement prises par une résolution approuvée, lors d'une réunion valablement tenue, par la moitié au moins des gérants présents ou représentés qui se sont exprimés et ne se sont pas abstenus.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du conseil de gérance. Les résolutions peuvent être signées sur des exemplaires séparés, chacun d'eux étant un original et tous ensembles constituant un seul et même acte.

Les délibérations du conseil de gérance sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux gérants.

14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société conformément aux Statuts et dans le cadre de ses fonctions de gérant de la Société.

Titre IV - Assemblée générale des associés

15. Associé unique. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Hormis les opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

16. Assemblées générales. Les assemblées générales d'associés peuvent être convoquées par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance. A défaut, elles sont convoquées par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50 %) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale et indiquant l'ordre du jour sont envoyées à chaque associé au moins 24 heures avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit un tiers qui n'a pas à être associé de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des associés sont valablement adoptées par vote des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts sont prises seulement par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu, par écrit par tout moyen de communication approprié, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Lorsque la tenue d'une assemblée générale est obligatoire, une assemblée générale doit se tenir annuellement à Luxembourg au siège social de la Société le troisième jeudi de juin ou le lendemain si ce jour est férié.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

17. Exercice social. Chaque année, l'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

18. Comptes annuels. Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents constituant les comptes annuels est soumis à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés à l'assemblée générale des associés.

19. Profits. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devront être repris à tout moment jusqu'à entière reconstitution.

Le bénéfice restant est affecté par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

20. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social sur base d'un état comptable établi par le conseil de gérance, ou le gérant unique, le cas échéant, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant de bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

21. Audit. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un commissaire ou, le cas échéant, à un conseil de surveillance constitué de plusieurs commissaires.

Aucun commissaire n'a à être associé de la Société.

Le(s) commissaire(s) sont nommés par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés qui suit leur nomination. Cependant leur mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale des associés.

Lorsque les conditions de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteints, la Société confie le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Titre VI - Dissolution - Liquidation

22. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par un vote positif de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la déconfiture ou la faillite d'un associé.

23. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, résolution qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations. Au moment de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société seront attribués à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, aux associés, conformément à l'article 8 des statuts et proportionnellement au nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Disposition temporaire

Nonobstant les dispositions de l'article 17 mentionné au-dessus, le premier exercice de la société débute ce jour et s'achèvera le 31 décembre 2012.

Souscription - Paiement

L'intégralité des 20.000 (vingt mille) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société a été entièrement souscrite par Apache Finance Egypt I S.à r.l. prénommé(e), et a été intégralement libérée en numéraire. Le montant de 20.000 USD (vingt mille Dollars américains) est donc à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage de fonds.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement évalués à 1.300,- EUR.

Résolutions de l'associé

Immédiatement après la constitution de la Société, Apache Finance Egypt I S.à r.l., agissant en sa qualité d'associé unique, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) Mr. Jon W. SAUER, né le 7 juin, 1960 dans l'état du Dakota du Nord, Etats-Unis d'Amérique et résidant professionnellement à 2000 Post Oak, Suite 100; Houston, Texas 77056 U.S.A.; et

- Mr. Thomas P. CHAMBERS, né le 27 mai, 1955 dans l'état de l'Ohio, Etats-Unis d'Amérique et résidant professionnellement à 2000 Post Oak, Suite 100; Houston, Texas 77056 U.S.A..

sont nommés gérants de type A pour une durée indéterminée.

- Mme. Marjorie ALLO, née le 19 Novembre, 1967 à Paris, France et résidant à 2, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et

- Mr. Emmanuel NATALE, né le 20 Juillet, 1970 à Belfort, France et résidant à 2, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

sont nommés gérants de type B pour une durée indéterminée.

2) Le siège social de la Société est établi au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand - Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par la présente qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 novembre 2012. Relation GRE/2012/4498. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERTT.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 6 décembre 2012.

Référence de publication: 2012161431/424.

(120213132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Multi Investment Southgate (Ip) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 118.440.

In the year two thousand and twelve, the eighteenth day of December, before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Multi Investment Southgate (Ip) S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and is registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 118.440 (the Company). The Company has been incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, dated July 10, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N°-1934 of October 13, 2006. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing then in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, dated January 5, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N°-782 of May 4, 2007.

There appeared:

Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and is registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 106.996 (the Sole Shareholder or the Absorbing Company),

hereby represented by Ms. Sofia Da Chao, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1) Presentation of the draft terms of the merger providing for the absorption of the Company by Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and is registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 106.996;

2) Acknowledgement that the documents required by article 267 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law) have been made available at the registered office of the Company for due inspection by the shareholders of the Company at least one month before the date hereof;

3) Approval of the draft terms of the merger and decision to carry out the merger by way of the absorption of the Company;

4) (i) Dissolution without liquidation of the Company by way of transfer of all assets and liabilities of the Company to Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., prenamed, in accordance with the draft terms of merger and (ii) cancellation of all the shares issued by the Company;

5) Acknowledgment (i) that from an accounting point of view, the operations of the Company will be treated as having being carried out on behalf of Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l. as from October 31, 2012 and (ii) that the merger will take effect (a) between the merging companies on the date of the concurring general meetings of the shareholders of the merging companies approving the merger and (b) vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the general meetings of shareholders prescribed by article 9 of the Law;

6) Full and complete discharge granted to the members of the board of managers of the Company for the performance of their respective mandates;

7) Determination of the place where the Company's corporate documents will be kept during the period of time required by the Law;

8) Empowerment and authorization of any lawyer and any employee of Loyens & Loeff in Luxembourg, acting individually as agent of the Company, with full power of substitution, to execute any documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger; and

9) Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder notes that the board of managers of the Company has presented to it the draft terms of the merger dated October 29, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N° - 2741 of November 12, 2012 (the Merger Proposal), in accordance with article 262 of the Law and providing for the absorption of the Company by the Absorbing Company, whereby the merger shall be carried out by the transfer, further to the dissolution without liquidation, of all the assets and liabilities, without any restriction or limitation, of the Company to the Absorbing Company.

Second resolution

The Sole Shareholder acknowledges that all the documents required by article 267 of the Law have been made available at the registered office of the Company for due inspection by the Sole Shareholder at least one month before the date hereof.

A certificate attesting the deposit of the above mentioned documents, duly signed by an authorized representative of the Company has been shown to the notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger Proposal and to carry out the merger by way of the absorption of the Company by the Absorbing Company, in accordance with the conditions detailed in the Merger Proposal.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves, as a consequence of the preceding resolutions, (i) to dissolve the Company without liquidation by way of transfer of all its assets and liabilities to the Absorbing Company in accordance with the Merger Proposal and (ii) to cancel all the shares issued by the Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder acknowledges that (i) from an accounting point of view, the operations of the Company shall be treated as having been carried out on behalf of the Absorbing Company as from October 31, 2012 and (ii) the merger shall take effect (a) between the merging companies on the date of the concurring general meetings of the shareholders of the merging companies approving the merger (the Effective Date) and (b) vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the general meetings of shareholders prescribed by article 9 of the Law.

Sixth resolution

The Sole Shareholder further notes that the mandates of the members of the board of managers of the Company will end on the Effective Date of the merger.

The Sole Shareholder resolves to grant full and complete discharge to the members of the board of managers of the Company for the performance of their respective mandates until the Effective Date of the merger.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to keep the corporate documents of the Company at the registered office of the Absorbing Company during the period of time required by the Law.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves to empower and authorize any lawyer and any employee of Loyens & Loeff in Luxembourg, acting individually as agent of the Company, with full power of substitution, to execute any documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger.

Declaration

The undersigned notary states in accordance with article 271 (2) of the Law having verified and certifies the existence and legality of all acts and formalities incumbent to the Company and of the Merger Proposal.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the representative of the appearing party, the latter signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-huitième jour de décembre, par devant Me Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Multi Investment Southgate (Ip) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.440 (la Société). La Société a été constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, le 10 juillet 2006 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 1934 du 13 octobre 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié de Maître Jean Seckler, notaire de résidence alors à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 5 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 782 du 4 mai 2007.

A comparu:

Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 15, rue Edwrad Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.996 (l'Associé Unique ou la Société Absorbante),

ici représentée par Mme. Sofia Da Chao, employée privée, de résidence professionnelle à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a demandé au notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital de la Société.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1) Présentation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la Société par Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 15, rue Edward Steichen, L2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.996;

2) Constatation que les documents requis par l'article 267 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ont été mis à disposition au siège social de la Société pour revue par les associés de la Société au moins un mois avant la date des présentes;

3) Approbation du projet de fusion et décision d'accomplir la fusion par absorption de la Société;

4) (i) Dissolution sans liquidation de la Société par voie de transfert de tous ses actifs et passifs à Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l., précitée, conformément au projet de fusion et (ii) annulation de toutes les parts sociales émises par la Société;

5) Constatation (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront considérées comme étant réalisées au nom de Multi Investment Luxembourg Holding S.à r.l. à compter du 31 octobre 2012 et (ii) que la fusion prendra effet (a) entre les sociétés qui fusionnent à la date des décisions concordantes des assemblées générales des associés des sociétés qui fusionnent approuvant la fusion et (b) vis-à-vis des tiers après la publication du procès-verbal des assemblées générales des associés conformément à l'article 9 de la Loi;

6) Décharge pleine et entière accordée aux membres du conseil de gérance de la Société pour l'accomplissement de leur mandat respectif;

7) Détermination du lieu où les documents sociaux de la Société seront conservés pendant la période de temps exigée par la Loi;

8) Pouvoir et autorité à tout avocat et tout employé de Loyens & Loeff à Luxembourg, agissant individuellement comme agent de la Société, avec plein pouvoir de substitution, afin d'exécuter tous documents et d'accomplir toutes les actions et les formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en relation avec la fusion; et

9) Divers.

III. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique constate que le conseil de gérance lui a présenté le projet de fusion daté du 29 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No. – 2741 du 12 novembre 2012 (le Projet de Fusion), conformément à l'article 262 de la Loi et prévoyant l'absorption de la Société par la Société Absorbante, la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de l'ensemble des actifs et passifs, sans exception ni réserve, de la Société à la Société Absorbante.

Deuxième résolution

L'Associé Unique constate que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi ont été mis à disposition au siège social de la Société pour revue par l'Associé Unique de la Société au moins un mois avant la date des présentes.

Un certificat attestant le dépôt des documents mentionnés ci-dessus, dûment signé par un représentant autorisé de la Société a été remis au notaire.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le projet de fusion et d'accomplir la fusion par absorption de la Société par la Société Absorbante, en conformité avec les conditions détaillées dans le Projet de Fusion.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide, en conséquence des résolutions précédentes, (i) de dissoudre sans liquidation la Société par voie de transfert de tous ses actifs et passifs à la Société Absorbante conformément au Projet de Fusion et (ii) d'annuler toutes les parts sociales émises par la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique constate (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante, à compter du 31 octobre 2012 et (ii) que la fusion prendra effet (a) entre les sociétés qui fusionnent à la date des décisions concordantes des assemblées générales des associés des sociétés qui fusionnent approuvant la fusion (la Date Effective) et (b) vis-à-vis des tiers après la publication du procès-verbal des assemblées générales des associés conformément à l'article 9 de la Loi.

Sixième résolution

L'Associé Unique constate également que les mandats des membres du conseil de gérance de la Société prendront fin à la Date Effective de la fusion.

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière aux membres du conseil de gérance de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs jusqu'à la Date Effective de la fusion.

Septième résolution

L'Associé Unique décide que tous les documents sociaux de la Société seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période de temps requise par la Loi.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et autorité à tout avocat et tout employé de Loyens & Loeff à Luxembourg, agissant individuellement comme agent de la Société, avec plein pouvoir de substitution, afin d'exécuter tous documents et d'accomplir toutes les actions et les formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en relation avec la fusion.

Déclaration

Le notaire instrumentant atteste, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture du document faite au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17778. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013007964/204.

(130009196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Edmond de Rothschild Euroopportunities RCI II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 154.109.

L'an deux mille douze, le quinze novembre,

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1. CFSH Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B142122 (ci-après CFSH Luxembourg), ici représentée par deux de ses gérants, à savoir:

- Madame Cynthia TOBIANO, gérant, ayant son adresse professionnelle au 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, F-75008 Paris (France) et

- Madame Sylvie VERGES, gérant, ayant son adresse professionnelle au 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, F-75008 Paris (France)

2. Monsieur Jérémie Mélin, directeur, ayant son adresse professionnelle au 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, F-75008 Paris (France);

3. Monsieur Samuel Pinto, directeur, ayant son adresse professionnelle Rothschild Boulevard, à Tel-Aviv (Israël);

4. Monsieur Eric Popard, directeur, ayant son adresse professionnelle au 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, F-75008 Paris (France);

5. Madame Laure Lamm-Coutard, ayant son adresse professionnelle au 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, F-75008 Paris (France), ici représentée par M. Jérémie Mélin, prénommé, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé le 14 novembre 2012, annexée au présent acte.

(tous ensemble ci-après désignés comme les Associés)

Lesquels associés, présents ou représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Tous les associés de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Edmond de Rothschild Euroopportunities RCI II S.à r.l.» (la Société), ayant son siège social au 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B154109, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg en date du 28 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1673, en date du 17 août 2010 ont été convoqués à la présente assemblée par lettres recommandées datées du 08 novembre 2012.

II. Les parties comparantes déclarent qu'elles représentent (i) 5 associés sur un total de 6 associés (soit plus de la moitié) et (ii) 115.000 parts sociales sur un total de 140.000 parts sociales (soit environ 82,14 %) de la Société.

III. Le capital social de la Société est fixé à cent quarante mille Euro (EUR 140.000) représenté par quinze mille (15.000) parts sociales de catégorie 1 (les Parts de Catégorie 1) et de cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie 2 (les Parts de Catégorie 2) d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, toutes libérées intégralement.

IV. Les parties comparantes, dûment représentées, et constituant l'assemblée générale de la Société, ayant reconnue être entièrement informées des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

1. Election du Président de l'Assemblée Générale Extraordinaire;

2. Approbation de l'augmentation du capital social de la Société d'un montant de quinze mille Euro (EUR 15.000) afin de le porter de son montant actuel de cent quarante mille Euro (EUR 140.000) à un montant de cent cinquante-cinq mille Euro (EUR 155.000) par la création et l'émission de quinze mille (15.000) parts sociales de catégorie 1, d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,00) chacune et disposant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes et à libérer ensemble avec une prime d'émission d'un montant de cinq millions deux cent quatre-vingt cinq mille Euro (EUR 5.285.000) rattachée exclusivement aux parts sociales de catégorie 1 (ci-après les «Nouvelles Parts Sociales»);

3. Approbation de la souscription des Nouvelles Parts Sociales par CFSH Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 142.122 (ci-après «CFSH Luxembourg»), par conversion partielle de son avance en compte-courant;

4. Renonciation par les autres associés à l'exercice de leur droit préférentiel de souscription en faveur de CFSH Luxembourg;

5. Souscription par CFSH Luxembourg, précitée, de toutes les Nouvelles Parts Sociales et libération des Nouvelles Parts Sociales par conversion de son avance en compte-courant;

6. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à cinquante-cinq mille Euro (EUR 155.000) représenté par trente mille (30.000) parts sociales de catégorie 1 (les Parts de Catégorie 1) et de cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociale de catégorie 2 (les Parts de Catégorie 2) d'une valeur nominale de 1 Euro (EUR 1,00) chacune, toutes libérées intégralement.»

7. Questions diverses.

V. Les Associés élisent M. Samuel Pinto président de l'Assemblée Générale Extraordinaire, et après délibérations, prennent à l'unanimité des voix présentes et représentées les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quinze mille Euro (EUR 15.000) afin de le porter de son montant actuel de cent quarante mille Euro (EUR 140.000) à un montant de cent cinquante-cinq mille

Euro (EUR 155.000) par la création et l'émission de quinze mille (15.000) parts sociales de catégorie 1, d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,00) chacune et disposant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes et à libérer ensemble avec une prime d'émission d'un montant de cinq millions deux cent quatre-vingt cinq mille Euro (EUR 5.285.000) rattachée exclusivement aux parts sociales de catégorie 1 (ci-après les «Nouvelles Parts Sociales»);

Deuxième résolution

Les Associés décident de consentir à la souscription des Nouvelles Parts Sociales par CFSH Luxembourg, par conversion partielle de son avance en compte-courant et de renoncer à l'exercice de leur droit préférentiel de souscription en faveur de CFSH Luxembourg.

Intervention - Souscription - Paiement

Est alors intervenue CFSH Luxembourg, représenté par deux de ses gérants: Mme Cynthia Tobiano et Mme Sylvie Vergès, prénommées, qui déclare souscrire à toutes les Nouvelles Parts Sociales et les libérer intégralement par conversion partielle de son avance en compte-courant à hauteur de 5 300 0000 euros.

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par:

- Un bilan au 30 septembre 2012 de la société Edmond de Rothschild Euroopportunities RCI II S.à r.l., précitée, certifié «sincère et véritable» par ses deux gérants.

Troisième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, les Associés décident de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à cinquante-cinq mille Euro (EUR 155.000) représenté par trente mille (30.000) parts sociales de catégorie 1 (les Parts de Catégorie 1) et de cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociale de catégorie 2 (les Parts de Catégorie 2) d'une valeur nominale de 1 Euro (EUR 1,00) chacune, toutes libérées intégralement.»

Suit la traduction en langue anglaise de la modification statutaire:

"The share capital is set at one hundred fifty-five thousand Euro (EUR 155.000,00) represented by thirty thousand (30.000) series 1 shares (the Series 1 Shares) and one hundred twenty-five thousand (125.000) series 2 shares (the Series 2 Shares), with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, all fully paid up."

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à trois mille huit cents euros (EUR 3.800,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent document.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Tobiano, Vergès, Mélin, Pinto, Popard, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15312. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012160297/104.

(120211949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2012.

**Management Tower Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Pyrrha S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 169.267.

Il est porté à la connaissance de tiers qu'en date du 27 novembre 2012, Orangefield Trust (Luxembourg) S.A., l'Associé Unique de la société émarginée, a transféré:

- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie A qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à r.l. à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore;

- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie B qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à r.l. à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore:

- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie C qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à.r.l.à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore;
- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie D qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à.r.l.à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore;
- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie E qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à.r.l.à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore;
- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie F qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à.r.l.à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore;
- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie G qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à.r.l.à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore;
- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie H qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à.r.l.à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore;
- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie I qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à.r.l.à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore;
- Les 1,250 parts sociales ordinaires de catégorie J qu'elle détenait dans Management Tower Europe S.à.r.l.à Monsieur Peter Egbertsen, employé privé, avec adresse professionnelle au 22, Leonie Hill Road, #05-01, 239195 Singapore.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012161148/33.

(120212583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2012.

M. & A. Investors (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 81.020.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution prise lors de l'assemblée générale par l'actionnaire unique de la Société en date du 18 décembre 2012, que:

- ont démissionné de leur fonction d'administrateur de la Société:

* Maître Cécile Hestin, demeurant professionnellement au 22, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg,

* Maître Philippe Morales demeurant professionnellement au 22, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg,

- ont été nommés en remplacement:

* Monsieur Serge Ejenberg demeurant au 60, rue Emeriau à F-75015 Paris

* Monsieur Lorenzo Pagano demeurant au 19, rue de Puits à L-2335 Luxembourg

La durée du mandat des administrateurs nouvellement nommés est celle de leurs prédécesseurs prendra fin à l'assemblée générale ordinaire qui sera tenue en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Référence de publication: 2012166078/20.

(120219105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Pervinage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 115.755.

—
Les statuts coordonnés au 14/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 19/12/2012.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2012166190/12.

(120219690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.
